

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250221-DEC-DACA0230 EN DATE DU 25 MARS 2025  
PORTANT PROLONGATION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ET MODIFICATION  
DES CONDITIONS D'EXPLOITATION LA CARRIÈRE DE LA SAS CHEVAL GRANULATS**

**LIEU-DIT « LES GARENNES » SUR LA COMMUNE D'ALIXAN**

**Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°790 du 24 janvier 1990 autorisant la SARL CHEVAL Frères à exploiter une carrière à ciel ouvert de graviers tout venant, sur le territoire de la commune d'Alixan, au lieu-dit « Les Garennes » sur une superficie d'environ 17 100 m<sup>2</sup> et pour une durée de 10 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°1870 du 16 juin 1993 renouvelant l'autorisation précitée pour une durée de 7 ans à compter du 20 janvier 2000 au bénéfice de la SARL CHEVAL Frères ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2337 du 4 juillet 1994 autorisant la SA CHEVAL Frères à se substituer à la SARL CHEVAL Frères pour l'exploitation de la carrière précitée et à étendre ladite carrière sur une superficie de 2 300 m<sup>2</sup> ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°07-3537 du 6 juillet 2007 portant autorisation d'exploiter une carrière par la société CHEVAL, sur le territoire de la commune d'Alixan au lieu-dit « Les Garennes », pour une durée de 25 ans et sur une superficie de 81 600 m<sup>2</sup> ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2017-04-13-003 du 13 avril 2017 portant changement d'exploitant de la carrière sise lieu-dit « Les Garennes » sur le territoire de la commune d'Alixan au profit de la SAS CHEVAL GRANULATS ;
- VU** le porter à connaissance de la SAS CHEVAL GRANULATS déposé le 25 juin 2024 sur la prolongation de durée d'exploitation de 5 ans et la modification des conditions d'exploitation ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la DREAL, du 2 août 2024, précisant que les modifications liées au projet sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 août 2024, portant ouverture d'une participation du public par voie électronique en vue d'une prolongation d'exploitation et d'une modification des conditions

d'exploitation de la carrière de la société CHEVAL GRANULAT à Alixan du 16 septembre au 30 septembre 2024 ;

**VU** les observations de la participation du public par voie électronique

**VU** la réponse de l'exploitant aux observations de la participation du public par voie électronique en date du 21 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 février 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 27 février 2025 et ses observations des 10 mars et 20 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les réserves de matériaux de la carrière de la société CHEVAL GRANULATS sur la commune d'Alixan n'ont pas été totalement exploitées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 5 ans et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

**CONSIDÉRANT** que l'admission des déchets inertes de fibres de verres respectent les caractéristiques et prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de remises en état restent inchangées avec un réaménagement agricole consistant en un comblement partiel avec des matériaux inertes jusqu'au niveau 176,5 m NGF puis un régalage des terres de découvertes sur une épaisseur de 1,5 afin d'obtenir une cote finale à 178 m NGF. Les talus et le carreau seront mis en forme et végétalisés ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

## ARRÊTE

### Article 1 : Prolongation d'exploitation

La SAS CHEVAL GRANULATS est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'Alixan au-lieu dit « Les Garennes » jusqu'au 6 juillet 2037 remise en état incluse.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n°07-3537 du 6 juillet 2007 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 : Tableau des rubriques

Le tableau des activités de l'article 1 de l'arrêté n° 07-3537 du 6 juillet 2007 est remplacé par le tableau suivant :

| Désignation des installations                     | Volume de l'activité                            | Rubrique de la nomenclature | Classement   |
|---|---|-----------------------------|--------------|
| Exploitation d'une carrière de sables et graviers | Production maximale annuelle :<br>85 000 tonnes | 2510.1                      | Autorisation |

|                                |                    |           |                |
|--------------------------------|--------------------|-----------|----------------|
| Criblage de matériaux minéraux | Puissance : 450 kW | 2515.1.a) | Enregistrement |
|--------------------------------|--------------------|-----------|----------------|

### **Article 3 : Remblayage**

Les paragraphes suivants sont ajoutés aux prescriptions de l'article 8.2 de l'arrêté n° 07-3537 du 6 juillet 2007 :

« L'admission des déchets inertes en remblaiement ou en transit au sein de la carrière respectera les prescriptions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Le suivi des déchets de matériaux à base de fibre de verres, code déchet 10.11.03, sera réalisé conformément au protocole de suivi « VOLCAN IWRS » en Annexe V au présent arrêté, avec notamment un prélèvement réalisé de manière aléatoire toutes les 1 000 tonnes de fibres de verre réceptionnées et les analyses en contenu total et en lixiviation de l'ensemble des paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ».

Les déchets manufacturés contenant des fibres de verre liées par une résine ou colle sont interdits.

### **Poussières :**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, des dispositions particulières seront prises lors des opérations de chargement ou de déchargement.

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

### **– Déchets inertes de fibres de verre**

En ce qui concerne les déchets inertes de fibres de verre, ceux-ci sont mis en remblaiement dès leur réception sur le site sauf pour les chargements faisant l'objet des analyses toutes les 1000 tonnes. En cas de résultats non conformes les déchets inertes de verres seront éliminées vers une installation autorisée à les réceptionner.

Les déchets de fibres de verre sont manipulés de manière à éviter tous risques de dispersion des fibres et dans le respect du Code du travail sur l'air respirable. Des consignes sont données aux employés du site dans ce sens.

Le recouvrement des déchets de fibres de verre est réalisé au moins une fois tous les deux jours et obligatoirement avant le week-end. Lorsque la vitesse du vent le nécessite, le recouvrement est réalisé à la fin de chaque journée.

Les déchets de fibres de verre sont recouverts d'une couche de matériaux ou déchets inertes d'au moins 20 cm afin d'empêcher les envols.

L'exploitant dispose sur place d'un stock suffisant de matériaux pour réaliser ce recouvrement.

### **Surveillance de la qualité de l'air :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt.

Le réseau de mesures de retombées de poussières comprend 4 stations :

- 1 station au Nord-Ouest du site, en limite de site à l'entrée de la carrière sur le merlon périphérique ;
- 1 station au Nord-Est en limite Nord du site ;
- 1 station en limite Sud du site sur le merlon périphérique ;
- 1 station permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »).

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) – méthode des plaquettes de dépôt – et de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

Afin de respecter les valeurs limites en limite de propriété de 10 fibres par cm<sup>3</sup>, de 10 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière totale et de 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable, l'exploitant fera réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur un cycle de campagne initial de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation (1 fois par mois pendant 3 mois selon la norme NF X 43-269), afin de rechercher la présence de « filaments continus à fibre de verre ».

L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant (accréditation « HP ENV »).

Une stratégie d'échantillonnage est au préalable établie par le laboratoire accrédité et prévoit :

- au moins un point de prélèvement en amont de l'exploitation par rapport aux vents dominants,
- un point de prélèvement en aval de la carrière en limite de voisinage.

À l'issue de ce cycle d'analyse, initié au plus tard dans les deux mois après parution de cet arrêté, et en fonction des résultats transmis aux services de l'inspection des installations classées, des modalités de surveillance à long terme pourront être précisées.

#### **Article 4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

L'article 10.4.2 de l'arrêté n° 07-3537 du 6 juillet 2007 est remplacé par l'article suivant :

##### **Article 10.4.2 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

La réalisation du projet est assortie d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du projet, pendant toute la durée de l'exploitation et pour les 5 années suivant le dernier remblaiement, selon les modalités décrites au présent chapitre.

Les données issues des contrôles trimestriels et annuels seront compilées afin que toute évolution de l'un des paramètres ou différence entre les relevés amont et aval fasse l'objet d'une analyse.

L'exploitant signale toute anomalie (évolution défavorable et significative) sur un paramètre mesuré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées.

Il renouvelle immédiatement les analyses périodiques pour ce qui concerne le paramètre en cause. Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront à tout moment être revues sur simple demande de l'inspection des installations classées.

#### Ouvrages de prélèvements :

Un piézomètre de surveillance est situé en aval de l'exploitation et un en amont.

La réalisation de ces ouvrages est conforme à la norme AFNOR NF X 31-614 (2017).

#### Fréquences de suivi :

Les mesures prescrites au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.

Un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines sera effectué et portera sur les paramètres suivants : pH, matières en suspension (MEST), demande chimique en oxygène (DCO) et hydrocarbures.

Un suivi annuel de la qualité des eaux souterraines portera sur les paramètres suivants :

| N°                           | Paramètres à analyser sur eau brute | Code Sandre |
|------------------------------|-------------------------------------|-------------|
| <b>Métaux et métalloïdes</b> |                                     |             |
| 1                            | As : Arsenic                        | 1369        |
| 2                            | Ba : Baryum                         | 1396        |
| 3                            | Cd : Cadmium                        | 1388        |
| 4                            | Cr total : Chrome total             | 1389        |
| 5                            | Cu : Cuivre                         | 1392        |
| 6                            | Hg : Mercure                        | 1387        |
| 7                            | Mo : Molybdène                      | 1395        |
| 8                            | Ni : Nickel                         | 1386        |
| 9                            | Pb : Plomb                          | 1382        |
| 10                           | Sb : Antimoine                      | 1376        |
| 11                           | Zn : Zinc                           | 1383        |
| <b>BTEX</b>                  |                                     |             |
| 13                           | Benzène                             | 1114        |
| 14                           | Toluène                             | 1278        |
| 15                           | Ethylbenzène                        | 1497        |
| 16                           | Xylènes (o, m et p)                 | 1780        |
| <b>Autres paramètres</b>     |                                     |             |

| N° | Paramètres à analyser sur eau brute                      | Code Sandre |
|----|--|-------------|
| 17 | Chlorures  | 1337        |
| 18 | Chlorure de vinyle                                       | 1753        |
| 19 | Fluorure   | 7073        |
| 20 | Sulfates   | 1338        |
| 21 | Se : Sélénium  | 1385        |
| 22 | Indice phénols   | 5515        |
| 23 | COT (carbone organique total)                            | 1841        |
| 24 | PCB (polychlorobuphényles 7 cancérigènes)                | 6423        |
| 25 | Hydrocarbures (C10 à C40)                                | 7009        |
| 26 | Somme de 6 hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) | 2034        |

Les analyses devront notamment être comparées aux valeurs fixées dans les annexes de l'arrêté modifié du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique, aux normes de l'OMS pour le toluène, l'éthylbenzène et les xylènes, voire aux données locales si elles sont connues.

#### Archivage des mesures

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité dans les formes prévues à l'article R.512-74 du code de l'environnement susvisé. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après le dernier apport de déchets. ».

#### Article 5 : Garanties financières

Le point 2 « Montant » de l'annexe n°1 de l'arrêté préfectoral n° 07-3537 du 6 juillet 2007 relative aux garanties financières est remplacé par les prescriptions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixée à :

|           |                                     |           |
|-----------|-------------------------------------|-----------|
| période 3 | 2025 – juillet 2027 (3,5 ans)       | 139 662 € |
| période 4 | juillet-2027 – juillet 2032 (5 ans) | 125 823 € |
| période 5 | juillet 2032 – juillet 2037         | 113 625 € |

Index : indice TP01 : 129,6 (JO du 22 mars 2024)

TVA : applicable : 20 %

Les garanties financières seront provisionnées, sous un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire d'Alixan.

## **Article 6 : Annexes**

Les annexes n°3 à n°9 de l'arrêté n° 07-3537 du 6 juillet 2007 sont remplacées par les annexes I à IV au présent arrêté.

## **Article 7 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution**

### **7.1 Délais et Voies de Recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **7.2 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Alixan pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'Alixan fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **7.3 Exécution - Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Alixan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **25 MARS 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Cyril MOREAU



25 MARS 2025

Plan de phasage



Légende :

- Périmètre carrière autorisé
- Périmètre extraction autorisé
- Phasage mis à jour
- périmètre ISDI
- cadastre

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250221-DEC-DACA0230

du 25 MARS 2025

le Préfet



Pour le Préfet, par délégation

Le Secrétaire Général

CYRIL MOREAU



25 MARS 2025



Légende :

- Périomètre carrière autorisée
- Périomètre extraction autorisée
- cadastre
- — — — — perimetre ISDI

Phase 3 : 2024 à mi-2027

- Linéaire de fronts
- Surface chantier découverte
- surface chantier extraction
- surface infrastructures

- surface chantier remblaiement
- surface réaménagée
- Phasage mis à jour



Echelle : 1:1 500

du pour être annexé  
30250221-DEC-DACA0230  
l'arrêté n° du 25 MARS 2025



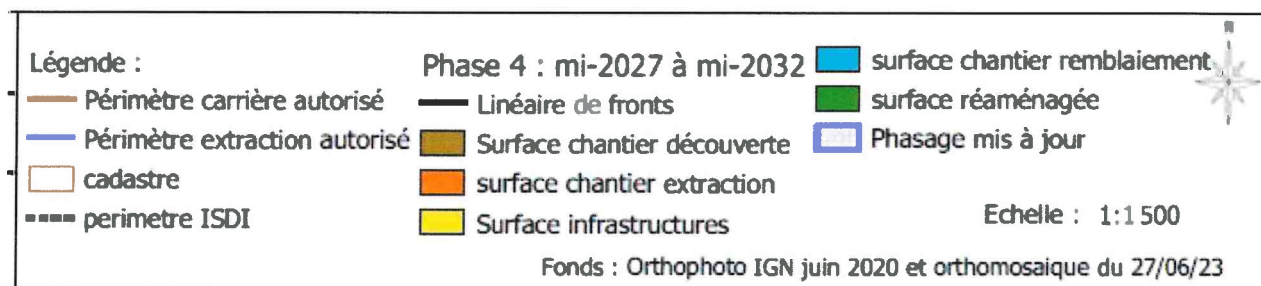
le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



25 MARS 2025



Vu pour être annexé

20250221-DEC-DACA0230

, l'arrêté n°

du 25 MARS 2025



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU





## Légende :

- Périomètre carrière autorisé
- Périomètre extraction autorisé
- cadastre
- perimetre ISDI

## Phase 5 : mi-2032 à mi-2037

- Linéaire de fronts
- surface chantier extraction
- Surface infrastructures

- surface chantier remblaiement
- surface réaménagée
- Phasage mis à jour



Echelle : 1:1 500

Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 20250221-DEC-DACA0230  
du 25 MARS 2025



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril

**FRÉQUENCE : Une analyse PACK ISDI aléatoire toutes les 1 000 tonnes**

**MÉTHODOLOGIE DE PRÉLÈVEMENTS :**

Les prélèvements sont réalisés de manière aléatoire toutes les 1 000 tonnes de fibres de verre réceptionnées.

L'échantillon à analyser sera composé de 4 prélèvements répartis sur une livraison aléatoire.

Après déchargement du camion l'échantillonnage consistera à quatre prélèvements de 100 g environ réalisé sur le tas au sol :

- Un prélèvement correspondant à l'avant du chargement ;
- Un prélèvement correspondant à l'arrière du chargement ;
- Deux prélèvements de part et d'autre du tas, correspondant au milieu du chargement ;

L'échantillon, constitué des 4 prélèvements sera conservé dans deux flacons neufs en verre, dans un milieu tempéré (8 à 20 °c), jusqu'au dépôt en laboratoire pour analyse complète des paramètres physico-chimiques d'acceptation en ISDI. Les prélèvements seront réalisés par coupage des fibres à l'aide de ciseaux. Ce mode opératoire est identique aux conditions de prélèvement réalisé par les sites Owens Corning sur leur plateforme de stockage des fibres de verre avant expédition (capacité des plateformes 200 tonnes).

**MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE :**

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC, l'ensemble des paramètres décrits dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (relatif aux installations de stockage de déchets inertes) seront réalisés : Test de lixiviation NF EN 12457-2 :

| PARAMÈTRE                                   | VALEUR LIMITE À RESPECTER<br>exprimée en mg/kg de matière sèche |
|---|---|
| As  | 0,5   |
| Ba  | 20  |
| Cd  | 0,04  |
| Cr total                                    | 0,5   |
| Cu  | 2   |
| Hg  | 0,01  |
| Mo  | 0,5   |
| Ni  | 0,4   |
| Pb  | 0,5   |
| Sb  | 0,06  |
| Se  | 0,1   |
| Zn  | 4   |
| Chlorure (1)                                | 800   |
| Fluorure                                    | 10  |
| Sulfate (1)                                 | 1 000 (2)   |
| Indice phénols                              | 1   |
| COT (carbone organique total) sur éluat (3) | 500   |
| FS (fraction soluble) (1)                   | 4 000   |

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte

| PARAMÈTRE   | VALEUR LIMITE À RESPECTER<br>exprimée en mg/kg de matière sèche |
|---|---|
| soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.  |   |
| <p>(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.</p> <p>(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.</p> |   |

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

| PARAMÈTRE  | VALEUR LIMITE À RESPECTER<br>exprimée en mg/kg de déchet sec |
|--|--|
| COT (carbone organique total)  | 30 000 (1)   |
| BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)   | 6  |
| PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)  | 1  |
| Hydrocarbures (C10 à C40)  | 500  |
| HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)  | 50   |
| (1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0. |  |

En fonction des résultats d'analyses après une période de référence (une année, ou 10 lots analysés), les paramètres contrôlés pourront être redéfinis de manière à suivre les éléments présents de manière récurrente. Un pack ISDI complet sera malgré tout maintenu une fois par an.

#### MESURE SUR DES PFAS :

Une campagne d'analyse sera réalisée sur les PFAS pour chaque site produisant des déchets inertes de fibres de verre. À l'issue des résultats leur suivi pourra être maintenu sur avis de l'inspection. Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

| Nom                        | Abréviation | N° CAS    | Code Sandre |
|----------------------------|-------------|-----------|-------------|
| Acide perfluorobutanoïque  | PFBA        | 375-22-4  | 5980        |
| Acide perfluoropentanoïque | PFPeA       | 2706-90-3 | 5979        |
| Acide perfluorohexanoïque  | PFHxA       | 307-24-4  | 5978        |
| Acide perfluoroheptanoïque | PFHpA       | 375-85-9  | 5977        |
| Acide perfluorooctanoïque  | PFOA        | 335-67-1  | 5347        |

| Nom                                 | Abréviation    | N° CAS      | Code Sandre |
|-------------------------------------|----------------|-------------|-------------|
| Acide perfluorononanoïque           | PFNA           | 375-95-1    | 6508        |
| Acide perfluorodécanoïque           | PFDA           | 335-76-2    | 6509        |
| Acide perfluoroundécanoïque         | PFUnDA ; PFUnA | 2058-94-8   | 6510        |
| Acide perfluorododécanoïque         | PFDODA ; PFDaA | 307-55-1    | 6507        |
| Acide perfluorotridécanoïque        | PFTrDA ; PFTrA | 72629-94-8  | 6549        |
| Acide perfluorobutanesulfonique     | PFBS           | 375-73-5    | 6025        |
| Acide perfluoropentanesulfonique    | PFPeS          | 2706-91-4   | 8738        |
| Acide perfluorohexane sulfonique    | PFHxS          | 355-46-4    | 6830        |
| Acide perfluoroheptane sulfonique   | PFHpS          | 375-92-8    | 6542        |
| Acide perfluorooctane sulfonique    | PFOS           | 1763-23-1   | 6560        |
| Acide perfluorononane sulfonique    | PFNS           | 68259-12-1  | 8739        |
| Acide perfluorodecane sulfonique    | PFDS           | 335-77-3    | 6550        |
| Acide perfluoroundécane sulfonique  | PFUnDS         | 749786-16-1 | 8740        |
| Acide perfluorododécane sulfonique  | PFDaDS         | 79780-39-5  | 8741        |
| Acide perfluorotridécane sulfonique | PFTrDS         | 791563-89-8 | 8742        |

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

pour être annexé  
20250221-DEC-DACA0230  
arrêté n° du **25 MARS 2025**  
le Préfet  
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU

